



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

Communiqué de presse

« EVITER A TOUT PRIX UN VIDE INSTITUTIONNEL AU MALI »

Quelques heures après avoir été arrêté, en compagnie de son Premier Ministre, par des militaires du Camp de Kati en révolte, le Président de la République du Mali, Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, a rendu sa démission, après avoir dissout le Parlement et le Gouvernement. Il dit avoir pris cette décision ultime pour éviter qu'aucun sang ne soit versé pour son maintien au pouvoir.

Les militaires qui viennent de prendre le pouvoir ont promis, dans leur première déclaration, de mettre rapidement en place « une transition politique civile » devant permettre à ce pays de retourner très rapidement à une vie institutionnelle normale.

Ces événements font suite à des semaines de crises sécuritaire et sociale que la contestation des résultats des élections législatives de mai 2020 est venue exacerber. S'y ajoutent les émeutes du 10 au 12 juillet 2020 à l'issue desquelles une vingtaine de personnes ont perdu la vie.

L'intervention de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (**CEDEAO**) n'a pas permis de rapprocher les positions du Président Keita et de son opposition qui avait décidé d'organiser à partir de cette semaine des actions de désobéissance civile devant conduire à sa démission.

Cette démission « forcée » du Président de la République démocratiquement élu et la dissolution de l'Assemblée Nationale et du gouvernement s'apparentent à un changement anticonstitutionnel de gouvernement au Mali. Cette situation plonge le Mali dans une situation d'incertitude politique qui risque de rendre la résolution de la crise du nord plus difficile et de compliquer davantage la gestion de la crise sanitaire de la Covid 19 qui sévit actuellement dans le pays.

Face à ces événements qui menacent la paix et la sécurité du Mali et de la sous-région ouest africaine, la **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** :

- **Condamne** fermement le coup de force perpétré par les militaires dont le rôle est de défendre l'intégrité territoriale du Mali et non de s'immiscer dans la gestion des affaires politiques ;
- **Demande** aux auteurs de ce coup de force de libérer immédiatement le Président démissionnaire Ibrahim Boubacar Keita et toutes les autres autorités qu'ils détiennent et de veiller sur la sécurité des maliens et de tous les étrangers vivant au Mali,
- **Exige** le retour à un ordre constitutionnel et la restitution du pouvoir aux civils conformément aux engagements souscrits dans le cadre de la CEDEAO et de l'Union africaine ;
- **Demande** aux responsables gouvernementaux de tout mettre en œuvre pour que la vérité sur les crimes commis les 10 et 12 juillet 2020 soit connue et que leurs auteurs soient attraités devant les tribunaux pour répondre de leurs actes ;
- **Demande** à la CEDEAO, à l'Union africaine et à l'ONU de travailler pour un retour rapide à l'ordre civil et constitutionnel dans la Paix et le respect des accords signés par les autorités maliennes.

Fait à Dakar, le 20 Août 2020

Le Secrétaire général

